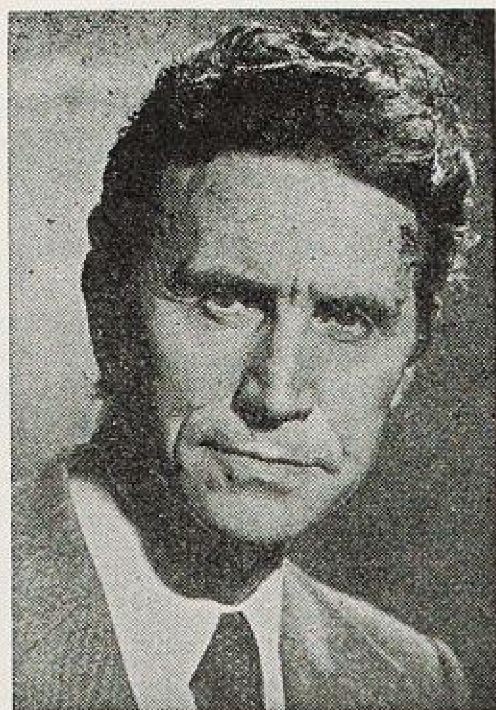


République Française — Département d'Indre-et-Loire
PREMIERE CIRCONSCRIPTION
Election Législative des 12 et 19 mars 1978

Jean ROYER

Maire de Tours - Conseiller Général de Tours-Ouest

CANDIDAT SANS PARTI POLITIQUE

SUPPLEANT : **Yves BERTAULT**

Entrepreneur du bâtiment - Adjoint au Maire de Tours
Vice-Président du Conseil Général

Tourangelles, Tourangeaux,

Dès le premier tour d'un scrutin difficile, **vous m'avez apporté le meilleur résultat avec 28.549 voix, soit 46,21 % des suffrages exprimés. Je suis sensible à cette marque de confiance et, remerciant les électeurs, je leur demande de renouveler leur geste, sans défaillance, le 19 mars.**

Désormais, l'enjeu de la lutte est clair: Il s'agit :

● **de contenir la poussée du parti socialiste** et de ses alliés ;

● **de rassembler tous ceux qui,** dans le cadre d'une République renouvelée, **veulent répartir avec justice les ressources d'une économie libre, ouverte sur l'emploi et améliorer réellement la qualité de notre vie quotidienne.**

LA CAMPAGNE LOCALE DU PARTI SOCIALISTE EST DEMAGOGIQUE ET MENSONGERE :

■ LE CHOMAGE EN INDRE-ET-LOIRE

● **Il n'y a pas 15.000 chômeurs en Indre-et-Loire,** mais 9.622 dont 6.002 à Tours et dans l'aggloméraiton. Le chômage représente 5 % de la main-d'œuvre active, ce qui n'est pas supérieur à la moyenne nationale.

● **Par ailleurs, je rappelle avec force que j'ai, à l'inverse du parti socialiste, lutté vigoureusement pour :**

◆ **soutenir les entreprises en difficulté** (Voyer, Cadoux, Bekoto, Veller...) par de multiples interventions ou démarches difficiles, mais généralement efficaces ;

◆ **créer 920 stages de formation** ou de conversion pour les jeunes, dans l'ensemble des services publics, qui permettent à leurs titulaires de pratiquer efficacement un métier au lieu de rester inactifs et d'augmenter ainsi leurs chances de placement définitif.

Ces efforts, passés sous silence, ont contribué à contenir ou à diminuer le chômage !

■ LES FINANCES DE LA VILLE DE TOURS

Alors qu'un **effort d'équipement considérable** apporte à la population **les logements, les crèches, les écoles, l'université, les sites industriels, les transports en commun, les espaces verts, la culture** dont elle a besoin, **LA VILLE DE TOURS MAITRISE ET GERE SERIEUSEMENT SES FINANCES :**

● **La dette en capital** — 65 milliards d'anciens francs — **correspond à un patrimoine en terrains et en bâtiments communaux d'une valeur de 80 milliards ;** cette dette s'élève à un peu plus du double du budget de la ville (29 milliards d'anciens francs), **charge comparable à celle d'une famille qui emprunte raisonnablement le double ou le triple de ses ressources pour acquérir un logement.**

● **La dette,** contrairement aux critiques mensongères des socialistes, **n'entraîne pas des impôts plus élevés** que ceux de villes de population sensiblement équivalente. Par exemple, en 1976 (statistiques du Ministère de l'Intérieur) :

— **Grenoble :**
Dette : **33,5 milliards ;** impôt local : **42.754 AF** par habitant.

— **Orléans :**
Dette : **36 milliards ;** impôt local : **46.601 AF** par habitant.

— **Tours :**
Dette : **55 milliards ;** impôt local : **40.167 AF** par habitant.

En revanche, le parti socialiste passe sciemment sous silence :

● **la diminution sensible de l'endettement de Tours au cours des prochaines années,** grâce au remboursement des emprunts contractés au cours des années 60 (diminution de 3 milliards 300 millions d'anciens francs sur l'annuité des emprunts) ;

● **l'augmentation générale des impôts dans toutes les grandes villes, y compris les villes administrées par des maires socialistes :**

— Limoges (+ 15 %)
— Marseille (+ 17,5 %)
— Belfort (+ 39 %)

● **les difficultés financières de toutes les grandes villes de France** confrontées à l'augmentation régulière des traitements de leurs personnels, à l'augmentation du coût des produits et des services, à l'augmentation du taux des intérêts d'emprunts, difficultés signalées avec bonne foi et vigueur par... **M. Quilliot, sénateur-maire de Clermont-Ferrand, dans « L'Express » :**

« ... Il semble, d'après plusieurs enquêtes, que l'endettement des grandes villes soit tel qu'il suppose, tous travaux d'équipement arrêtés, une augmentation moyenne de 25 % des impôts locaux par rapport à l'année dernière. Je n'insisterai pas outre mesure sur les conséquences économiques et sociales très graves d'un semblable arrêt. Je remarquerai seulement que M. Barre lui-même vient de confirmer en Haute-Savoie (décembre 1977) que le problème des finances locales devra être résolu dans les prochains mois. »

■ LE ROLE DU DEPUTE SORTANT

Depuis ma réélection au Parlement, le 9 mai 1976, j'ai **multiplié les initiatives nationales et locales :**

— **10 interventions à la tribune** du Palais-Bourbon dont deux dans les débats de politique générale et une sur le 7e Plan.

— **De multiples contacts avec les ministres** et les administrations pour **développer les équipements postaux, téléphoniques, hospitaliers, culturels de notre ville.**

J'ai donc travaillé à fond et efficacement pour la première circonscription.

La campagne du parti socialiste reste **superficielle** et **démagogique,** voire **mensongère ;** elle est **le fait d'hommes sans responsabilité.**

LE PLAN NATIONAL DES SOCIALISTES EST IRREALISABLE.

● **Les nationalisations généralisées,** même par étapes, conduiraient très vite à une **domination des technocrates de l'Etat tant pour l'organisation économique que pour l'octroi des crédits et la fixation des prix.**

Quand et comment rembourserait-on d'ailleurs les épargnants possesseurs d'actions des entreprises ?

De plus, nationaliser l'économie, c'est faire **disparaître progressivement les travailleurs indépendants, les petites et moyennes entreprises ; c'est la liquidation des classes moyennes françaises, élément essentiel de notre pays.**

● **Pour financer** leur plan, les socialistes **seraient** conduits à accepter un **lourd déficit budgétaire pour 1978** (près **de 5.000** milliards d'anciens francs avec le déficit actuel). **Comment combler ce vide ?**

Par l'épargne ? Impossible, d'abord parce qu'il s'agit d'une somme considérable ; ensuite parce qu'on ne s'adresse pas à l'épargne au moment où l'on fourbit un impôt sur le capital.

Par l'émission de monnaie de papier ? Mais alors, **l'augmentation des salaires promise** — y compris celle du **S**.M.I.C. — **deviendrait rapidement illusoire** en raison d'une hausse des prix largement supérieure à 10 % !

● D'ailleurs, voici **ce que pensent les communistes** du plan de leurs alliés socialistes dans leur revue **« Economie et politique »** de février 1978. Sous le titre : **« ... Et plus dure sera la chute... »**, les économistes du P.C. écrivent :

« ... La situation des prix à la fin de l'année 1978 serait la suivante : une inflation de l'ordre de 20 %, faute de ressources suffisantes et de mesures de blocage temporaire des prix à la production.

« **... Un déficit du commerce extérieur d'au moins 6.000 milliards d'anciens francs.**

« ... Déficit massif, chute du franc, inflation galopante, une situation intenable, intolérable, l'austérité garantie. Toutes les conditions pour un plan Rocard après le plan Barre ! »

Très encourageants... les partenaires du programme commun !

UN ACCORD ELECTORAL BACLÉ
MAIS PAS DE PROGRAMME SERIEUX DE GOUVERNEMENT !

Le parti socialiste et le parti communiste ont constitué une alliance qui, outre le fait qu'elle est artificielle, est dangereuse.

● UNE ALLIANCE ARTIFICIELLE

Depuis le congrès de Tours de 1920, communistes et socialistes se sont **séparés pour des raisons fondamentales de doctrine politique.**

◆ Les communistes veulent cumuler entre les mains d'une classe et d'un parti unique, les pouvoirs économique, financier, culturel et fonder **un régime totalitaire.**

◆ La gauche française, celle qu'ont inspirée Gambetta, Herriot, Jaurès, Briand, Léon Blum, ne peut accepter une telle doctrine, **sans renier son idéal de liberté, de justice et de fraternité.**

Cette coalition, **à l'encontre de l'idéal des militants ouvriers ou intellectuels qui l'appuient**, traduit une **double manœuvre** des chefs de l'Union de la gauche.

◆ Chacun des deux partis **qui se méfie profondément de l'autre** — ils n'ont pas su réactualiser leur programme de gouvernement et depuis ne cessent de s'accuser de trahison et de déviation — essaie par une éphémère coalition de **dominer l'ensemble de la gauche.**

◆ Les deux partis **s'associent pour renverser le régime** qu'ils ont déjà violemment condamné depuis sa fondation.

Mais ils seraient dans l'incapacité de gouverner sérieusement la France en appliquant leur programme commun qui n'est qu'un catalogue d'intentions et qui n'a pas de caractère actuel.

Ou bien, s'ils voulaient gouverner, **ils feraient courir des dangers à la France.**

● UNE ALLIANCE DANGEREUSE

Si la « gauche unie » parvenait au pouvoir, comment pourrait-elle s'entendre pour gouverner après des années de suspicion et des mois de lutte interne violente ? Le premier danger réside dans l'arrivée au pouvoir d'une force politique sans unité sur l'essentiel. Ce n'est pas un accord électoral bâclé en trois heures qui remplace un sérieux programme de gouvernement.

Face à cette carence, je dis avec force qu'**il faut développer une COOPERATION entre les hommes, REFORMER avec audace et détermination pour faire DISPARAITRE LES TENSIONS qui agitent notre pays.**

Il faut mettre en place, dans l'efficacité, les SOLUTIONS DE JUSTICE ET DE PROGRES qui rassembleront notre peuple sur lui-même et METTRONT FIN A SA DIVISION EN DEUX BLOCS POLITIQUEMENT HOSTILES.

JE ME BATS TOUJOURS RESOLUMENT POUR UN PROGRAMME D'UNITE NATIONALE.

Une économie libérale, concertée, contractuelle, ouverte à une concurrence loyale et à l'emploi, un Etat juste et fort, une vie locale équilibrée, tels sont **les moyens d'assurer l'avenir** de notre pays et de la personne humaine.

C'est dans ces voies qu'**il faut agir en pratiquant le renouvellement des idées, des hommes et des méthodes dans l'organisation et le fonctionnement de la République.**

Nous **écarterons ainsi la menace d'une économie collectiviste, d'un Etat bureaucratique, d'une culture nivelée tels que les préparent, volontairement ou non, les dirigeants de l'Union de la gauche** dominée par le parti communiste — véritable arbitre des élections — qui n'a changé ni ses principes, ni son objectif révolutionnaire.

A la lutte des classes, opposons la coopération organisée des hommes ; à la révolution, opposons l'action réellement réformiste ; à la volonté de puissance, opposons la volonté de rapprochement !

Au terme de cette compétition difficile, **je vous invite à réfléchir**, c'est-à-dire à **résister aux propagandes et à la campagne d'intoxication menée par le quotidien local « La Nouvelle République ».**

● **Résister aux propagandes démagogiques de mes adversaires.**

Ils ne sont **pas chargés des responsabilités** ; ils ont beau jeu tout à la fois de **réclamer plus d'équipements et de dénoncer le coût de ceux qui ont été créés,** les emprunts qu'ils nécessitent, la dette qui en résulte et le poids de l'impôt, pour finir. Je m'en suis expliqué.

Ils se présentent comme des progressistes pour les dépenses, mais comme des réactionnaires pour les recettes fiscales ! Tout cela est incohérent et démagogique.

● **Résister à la campagne d'intoxication du quotidien local** qui détient le **monopole** de l'information. Depuis plusieurs semaines, « La Nouvelle République », **maniant l'allusion sans fondement, la confusion, voire le mensonge, tente de faire douter de la bonne gestion municipale de Tours.**

Durant la campagne électorale, « La Nouvelle République » tente de faire **passer pour des gens dénués de jugement toutes celles et tous ceux qui m'ont apporté leur vote et leur appui.**

Depuis le 12 mars, « La Nouvelle République » **souhaite faire croire aux Tourangeaux que j'ai subi un grave échec (sic !).**

Il est tout à fait évident, n'est-ce pas, que celui qui arrive largement en tête d'une compétition électorale ne peut être que le « seul perdant » !... Cela conduirait à penser sans doute que la seule manière de battre un candidat, c'est de l'élire...

Candidat sans appartenance partisane, **j'ai affronté le plus grand nombre de concurrents rassemblés depuis 20 ans, dont ceux de la gauche et de l'extrême-gauche et une candidature d'union de la majorité.**

Malgré cela, **j'ai réuni 1.847 voix de plus qu'en 1976 et je totalise plus de voix que la gauche et l'extrême-gauche réunies.** Tout cela est **passé sous silence** par « La Nouvelle République » qui **tente d'imposer aux lecteurs ses convictions et ses désirs.**

Vous êtes juges !

Vous êtes les **seuls juges** puisqu'il s'agit d'une **consultation populaire** et **JE VOUS INVITE POUR CLORE CETTE CAMPAGNE A PARTICIPER A LA REUNION PUBLIQUE QUE J'ORGANISE LE VENDREDI 17 MARS A 21 HEURES DANS LA SALLE DES FETES DE L'HOTEL DE VILLE DE TOURS.**

Tourangelles, Tourangeaux, j'ai fait mes preuves, vous me connaissez. Vous savez que je me bats :

- **pour soutenir les institutions de la République ;**
- **pour contrôler l'action des gouvernements ;**
- **pour un réel progrès matériel et humain de la France.**

Appuyez-moi largement de votre confiance !

Imp. de la Plage - Saint-Avertin